

FLAMBEAU

des démocrates

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS, D'INVESTIGATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITE

N° 0379 du Jeudi 09 Octobre 2014

PRIX : 250 F CFA

Assemblée générale électorale à la CCIT

Germain MEBA,
élu nouveau
Président



Germain Meba

Togo/Perte des valeurs citoyennes



Une action citoyenne des jeunes de l'AJBP à Lomé

Un acte incivique

Une démocratie mal comprise

Présidentielle de 2015/ Réformes politiques



Eric Dupuy : « Les réformes nous constituent un préalable pour le scrutin présidentiel »

P.3

Humanitaire

BSIC-Togo en appui technique au ministère de la Santé

P.4



Le DGA Afambi remettant symboliquement un kit au Prof. Napo-Koura

Education

Prime de la rentrée : Les enseignants désormais dans leurs droits

P.5



Florent Maganawé, ministre des enseignements primaire et secondaire

Sport/CAN 2015

Ouganda -Togo Les Eperviers entre survivre ou disparaître

P.7



Les Eperviers du Togo (archives)

Forum de Bonn (Allemagne) sur le volontariat

L'écho du Provonats au-delà des frontières

P.3



La ministre Victoire Tomégah-Dogbé

L'Élan

L'État, parallèlement aux recettes, fait face à des dépenses liées à des obligations envers les citoyens. Nous allons ici scruter les dépenses de 2013.

Les dépenses de 2013

La Loi de finances rectificative 2013 a actualisé les principaux postes budgétaires, en fonction de plusieurs impératifs et selon le principe suivant, l'ajustement à la hausse de certains postes budgétaires est compensé par la réduction d'autres engagements :

- **Dépenses de personnel** : elles ont progressé de 10,7 milliards de Fcfa, soit un accroissement de 8,51% lié à l'augmentation des traitements et salaires de la fonction publique, des prestations et des recrutements. L'État souhaite poursuivre sa politique de renforcement des ressources humaines dans les secteurs stratégiques de l'éducation et la santé, conformément à la SCAPE 2013/2017. D'après le TOFE établi à fin décembre 2013, les dépenses de personnel se sont élevées à 130,6 milliards de Fcfa soit une progression inférieure aux prévisions. En 2014, les dépenses prévisionnelles sont évaluées à 153,7 milliards de Fcfa.

- **Dépenses de fonctionnement en légère hausse** : tous les ministères ont réduit leurs montants autorisés de dépenses de fonctionnement, mais deux sections budgétaires ont vu leurs dotations augmenter : Défense nationale et dépenses communes diverses liées au financement des élections.

- **Dépenses de transferts en forte augmentation** : 12,7 milliards de Fcfa. La section du ministère de l'Économie et des Finances a subi une diminution de 11,1 milliards de Fcfa dont 6 milliards pour la création de l'OTR et 5 milliards prévus pour les indemnités d'expropriation. Cette diminution est compensée par des dotations en augmentation: reconstruction des marchés de Lomé et de Kara, dotations pour les universités de Lomé et Kara, ajustement de la subvention aux produits pétroliers qui passe de 10 milliards (Loi de finances 2013) à 30 milliards de Fcfa.

- **Dépenses d'investissements** : les dotations initiales chutent de façon très importante, passant d'un montant total prévisionnel de dépenses de 350,9 milliards de Fcfa à 230,4 milliards de Fcfa, soit -34,3%. Parmi les baisses les plus importantes: -66,4 milliards de Fcfa pour les Infrastructures, /20,5 milliards pour les Transports, -7,8 milliards de Fcfa pour les Postes et Télécommunications, -7,7 milliards de Fcfa pour les Infrastructures rurales, -5,4 milliards de Fcfa pour l'Agriculture, /2,3 milliards de Fcfa pour l'Enseignement primaire et secondaire, /2,1 milliards de Fcfa pour la Communication et -1,1 milliard Fcfa pour le Développement à la Base. Ces coupes budgétaires sont le reflet de la difficulté à réaliser les projets d'investissements publics selon la programmation initiale, notamment en raison de la difficulté à appliquer dans les délais les règles de passation des marchés publics.

- **Dépenses attachées à la dette (remboursement des emprunts, intérêts et amortissement)** : le montant prévisionnel initial est passé de 113,9 milliards Fcfa à 115,3 milliards de Fcfa. Il est estimé à 132,3 milliards sur l'exercice budgétaire 2014.

A suivre...

Isidore (source : Togo, la confiance retrouvée)



Plus qu'un journal,
c'est l'idéal de vie

Lutte contre le cancer de sein au Togo La Campagne "Octobre Rose" pour déclencher les hostilités

Depuis le jeudi 02 octobre et ce jusqu'au 31, tout le Togo vibre aux rythmes de la campagne nationale de lutte contre le Cancer de sein. Placée sous le label "Octobre Rose 2014", cette campagne nationale se veut une occasion choisie par le Programme National de Lutte Contre Les Maladies Non Transmissibles (PNLMNT) de renforcer la sensibilisation sur le dépistage précoce du cancer de sein.

Au Togo, 3700 cas sont détectés chaque année. Et parmi ce lot, 2.800 femmes en meurent malheureusement faute du diagnostic clinique souvent tardif et inadapté au système sanitaire national pour y faire convenablement face.

Face à cette urgence, "L'heure n'est plus aux discours car, il y a péril en la demeure. Et il faut donc agir vite", déclarait à l'ouverture de cette campagne, le Secrétaire général du ministère de la Santé, Prof. Napo-Koura. Faisant d'une pierre, deux coups, le PNLMNT en collaboration avec le Centre Africain de Recherche en Épidémiologie en Santé Publique (CARESP) lance également le "Projet Prévenir". Ce projet annuel qui court d'Octobre 2014 à



Table d'honneur

Octobre 2015, vise essentiellement à sensibiliser le maximum de la gent féminine sur la prévention du cancer du col de l'utérus, l'autre mal qui constitue aujourd'hui, selon le Coordonnateur du PNLMNT, Docteur Kokou Agoudavi, le deuxième cancer de la femme au Togo.

Il s'agit, à en croire ce dernier, durant cette période, de mener des campagnes, entre-autres médiatiques, sur l'importance du dépistage précoce, de la pratique régulière de la palpation des seins ainsi que de la mammographie. Seront également menées au cours des douze prochains mois, des séances de dépistage avec objectif, la réduction à moitié tant du nombre des malades que du coût du traitement qui s'élève aujourd'hui à 4,5 millions

CFA.

Pour y parvenir, Dr Kokou Agoudavi appelle à une synergie d'actions de toutes les bonnes volontés, surtout les organisations féminines de la société civile à se joindre à cette lutte qualitative pour la mobilisation des partenaires en faveur d'une sensibilisation efficace contre le cancer de sein.

Causé par des virus appelés Papillomavirus (HPV), le cancer de l'utérus se transmet le plus souvent lors des rapports sexuels. A ce jour, on dénombre dans le monde, 500.000 nouveaux cas. Malheureusement, 270.000 femmes en meurent.

Magloire TEKOU

Formation professionnelle : 50 étudiants d'« ITIC ALDUS » nantis de leur diplôme

C'est donc devenu une tradition à l'Institut Technique de l'Informatique et de la Communication (ITIC ALDUS). Cette année encore, à travers une cérémonie grandiose qui s'est déroulée dans la salle de l'Agora du centre Saint Jean à Lomé, cet institut a envoyé une cinquantaine d'étudiants sur le marché de l'emploi en procédant à la remise des diplômes.

Après 6 mois de dur labeur pour les uns, 9 mois pour les autres et encore 12 mois pour ceux qui ont choisi le cycle long, les étudiants sont enfin entrés en possession du précieux sésame qui leur permettra désormais de commencer leur aventure sur le marché de l'emploi. Le Secrétariat, notamment secrétariat Bureautique, Direction et Comptabilité, l'Infographie et les Editions, les Multimédias et la Maintenance informatique et Réseau, voilà les différents domaines de spécialisation des nouveaux diplômés.

Au terme de la cérémonie, la direction de « ITIC ALDUS » dresse un bilan positif de l'année académique 2013-2014, bien que le chemin ne soit pas facile. «Le chemin n'a pas été facile, mais nous nous réjouissons de ce que nous



Photo de famille des récipiendaires

avons réussi à relever le défi et à produire les résultats que nous avons devant nous aujourd'hui», a déclaré Joël Kossi Aboflan, Directeur général de l'ITIC ALDUS, précisant que, c'est grâce au prix de beaucoup d'efforts et de sacrifices que la direction a surmonté tous les obstacles. «Nous avons connu d'immenses difficultés, comme dans toutes autres entreprises. Mais, Dieu merci, nous avons réussi à les surmonter. Nous ne saurions en arriver là sans la ténacité, la persévérance et la richesse des expériences de nos formateurs», a-t-il souligné.

Après avoir remercié les parents pour la confiance placée en cet institut, le Directeur général a félicité les récipiendaires, tout en les exhortant au travail.

«Vous êtes, à présent, aptes à servir votre nation et à faire la fierté de toute votre famille», a-t-il lancé à leur endroit, tout en rappelant ce conseil de Voltaire dans Candide : « Le travail éloigne de nous trois grands maux : l'ennui, le vice et le besoin ».

Les étudiants n'ont pas manqué d'exprimer, à travers cette cérémonie, leur reconnaissance au corps enseignant, et surtout à la direction de l'institut pour le « cadeau précieux » qu'elle leur a offert pour rivaliser dans le monde de travail.

ITIC ALDUS a été créé le 23 décembre 1998. A ce jour, il a déjà formé plus d'une centaine de jeunes diplômés qui font leurs preuves sur le marché de l'emploi.

Isidore

Présidentielle de 2015/ Réformes politiques

Eric Dupuy : « Les réformes nous constituent un préalable pour le scrutin présidentiel »

A quelques mois seulement de l'échéance de 2015, l'opposition togolaise ne semble toujours pas voir le bout du tunnel. De ses incessantes bourdes, souvent orgueilleuses et intéressées, à la récurrente problématique de manque de stratégies fiables, cette opposition, avec à la manette sa branche dure, semble être toujours à la croisée des chemins.

A l'antipode de son allié, la Coalition Arc-en-ciel (AEC) qui a toujours fait de la question des réformes constitutionnelles et institutionnelles son cheval de bataille, nourrir l'espoir d'une candidature unique qui, de tout point de vue, leur sera d'un atout salutaire et indéniable. Et attendant cette fameuse fumée

il va s'en dire qu'une investiture prochaine de Jean-Pierre Fabre engendrera un désordre au sein de l'opposition dont l'ANC serait responsable.

L'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), quant à elle, l'a toujours reléguée au second plan. D'où le fameux conclave de Novela Star dans le but d'harmoniser les points de vue divergents de la classe politique de l'opposition togolaise sur le sujet.

Et l'objectif était tout simple. Amener le pouvoir, par des actions fortes, unitaires et dynamiques, à céder face à l'impérieuse nécessité de procéder aux réformes constitutionnelles et institutionnelles. Quid après à cette opposition de

blanche qui consacrera la fin dudit conclave, l'ANC semble forte heureusement se réveiller en épousant cette idée des réformes préalablement soulevée par l'AEC, au devant, le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR). Même tardif qu'il soit puisqu'intervenant après les récentes réactions des églises ainsi que de la représentation de l'Union Européenne au Togo, ce réveil paraît néanmoins salutaire à plus d'un titre.

En clair, le chargé à la Communication de l'ANC, Eric Dupuy,



Eric Dupuy

reçu hier mercredi sur une radio de la place, n'y est pas allé par quatre chemins. Répondant à une question liée à la position de l'ANC face aux réformes, ce dernier déclare : « Les réformes nous constituent un préalable pour le scrutin présidentiel ».

Mais seulement, à peine les bonnes intentions affichées que se pose un autre problème. Dans l'attente d'une action unitaire de l'opposition, le parti orange jette à nouveau le pavé dans la marre en annonçant, dans la foulée la tenue ce samedi, de son congrès extraordinaire électif. Lequel sera certainement couronné par l'investiture de son futur candidat qui ne sera autre que son Président national Jean-Pierre Fabre.

Et Voilà le hic. Pourquoi l'ANC, en tant que parti membre du Collectif «Sauvons le Togo» (CST), se démarque-t-elle de l'entité politique à laquelle elle appartient pour organiser son congrès électif ? Doit-on désormais croire à une rupture totale du mariage qui lie cette formation politique à ses partenaires du CST comme l'ADDI ? Ou l'ANC est-elle simplement sortie de la dynamique unitaire que prône toute l'opposition ? En tout cas, une chose est sûre si candidature unique il doit y en avoir, ce sera entre les deux regroupements politiques existant et non des partis pris individuellement.

rait responsable. Car si chacun allait dans son sens, l'on risque d'assister impuissant dans les jours qui suivent à une floraison de candidatures individuelles qui, sans aucun doute, ne causeront que du tort à la lutte de l'ensemble de l'opposition.

Pour une fois, nous osons croire que le bon sens prévaudra. Car des promesses du genre avaient été tenues de par le passé par les mêmes acteurs, en ce temps, à l'UFC. Mais ce ne fut que de la démagogie. Cette fois-ci, l'ANC n'a plus droit aux mensonges. Plus que jamais, elle est devant l'histoire et se doit de tenir à ses promesses de réformes politiques. Surtout si tant

Cette fois-ci, l'ANC n'a plus droit aux mensonges. Plus que jamais, elle est devant l'histoire et se doit de tenir à ses promesses de réformes politiques.

Mais au regard de ce qui précède, il va s'en dire qu'une investiture prochaine de Jean-Pierre Fabre engendrera un désordre au sein de l'opposition dont l'ANC se-

est qu'elle entend vraiment compter avec ce peuple qui n'en a que faire des années de tromperies politiques.

Magloire TEKOU

Forum de Bonn sur le volontariat

L'écho du Provonat au-delà des frontières

Du 30 septembre au 1^{er} octobre derniers s'est tenu à Bonn en Allemagne le Partnerships Forum, un cadre d'échange sur l'entreprenariat. Pour cette année, il s'est agi des discussions sur les innovations dans le volontariat. Présente à ces assises, le ministre du Développement à la Base Victoire Tomégah-Dogbé a présenté une communication sur le programme de Volontariat national au Togo (Provonat).

Programme pertinent axé sur l'engagement civique et l'employabilité des jeunes, le Programme de Promotion du Volontariat National au Togo (Provonat) suscite assez d'engouement. Trois ans seulement après son démarrage le programme jouit d'un grand intérêt sur le plan national et international avec l'écho retentissant que le dit programme a eu lors de la rencontre de Bonn. Pour une première fois que le programme Provonat a été transporté dans les échanges internationaux, c'est avec fierté que le Togo peut se targuer aujourd'hui de détenir un organigramme assez efficace. Pour s'en convaincre, il a fallu à l'auditoire de se faire peindre par le ministre Victoire Tomégah Dogbé...

Les grands atouts du Volontariat au Togo.

Ces différents atouts, sont entre autres, la volonté politique affichée par les hautes autorités qui après avoir institué et réglementé le volontariat, se sont finan-

cièrement engagé pour soutenir le programme. A ce jour, la contribution de l'Etat togolais estimée à 6.000.000 US/ an est une particularité dans la sous-région de par son volume ajouté à l'institutionnalisation du programme par voie législative et à la déconcentration au niveau régional par la création des centres Régionaux de Volontariat. Ces différents grands atouts, ont permis avec la pertinence et l'efficacité du programme de susciter autant d'engouement.

Les chiffres qui forcent admiration

Pour une première fois que le programme Provonat a été transporté dans les échanges internationaux, c'est avec fierté que le Togo peut se targuer aujourd'hui de détenir un organigramme assez efficace.



La ministre Victoire Tomégah-Dogbé

Ils sont, trois années après le démarrage, près de 5000 volontaires dont 42% de femmes, en majorité des jeunes diplômés sans emploi et des primo demandeurs d'emploi issus de différents domaines de formation et de qualification

mobilisés et déployés au sein d'organisation de la société civile, dans les collectivités territoriales, dans les organismes privés à caractère d'insertion professionnelle et dans les structures relevant de l'administration publique. Pour le compte des années 2011, 2012, 2013 ; 2014 respectivement 1000, 1500, 1530 et 2000 volontaires ont pu être mobilisés.

Le Volontariat au Togo, levier d'accélération du rythme d'atteinte des OMD

S'il ya une chose pour laquelle le Programme de Promotion du Volontariat au Togo reçoit estime et admiration au-delà des frontières, c'est justement pour sa capacité à accélérer le rythme d'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Dé-

veloppement. En effet, appuyant pour des missions d'intérêt général, la mobilisation des Volontaires a permis de promouvoir au Togo, la santé pour tous, le développement communautaire, la protection de l'enfance, la femme et l'équité genre, la promotion d'une justice équitable pour tous, le développement agricole. C'est compte tenu de cette efficacité et de cette pertinence du programme que dès sa mise sur pied, le Programme de Volontariat des Nations Unies (Pvnu) n'a pas hésité à travers le Pnud à apporter son appui au Togo.

Ce soutien indéfectible a totalement métamorphosé le Programme qui suscite une adhésion massive de la population (accroissement des candidatures à près de 27mille). Pour répondre efficacement aux attentes, le programme a été muté en une agence Nationale de Volontariat Nationale susceptible d'accueillir au moins 5000 agents par an.

Ces nouvelles dispositions ont fait éclater le ministre Victoire Tomégah Dogbé lors de sa présentation assez appréciée. « Nous nous lançons le pari de pérenniser le volontariat dans notre pays », a-t-elle indiqué dans une satisfaction généralisée.

Isaac Tonyi

Œuvres sociales

BSIC-Togo en appui technique au ministère de la Santé

La propagation fulgurante aux allures dévastatrices de la fièvre hémorragique à virus Ebola dans nombre de pays ouest-africains ne laisse personne indifférent. Bien qu'aucun cas ne soit détecté au Togo à ce jour, l'on ne reste tout de même pas inactif. Tant du côté des gouvernants que des institutions, des mesures sont prises à différents niveaux afin d'épargner le Togo de cette maladie qui est en passe de devenir une pandémie, si d'ici et là, rien n'est fait.



Le DGA Afambi (à gauche) remettant symboliquement un kit au Prof. Napo-Koura

C'est justement dans cette dynamique d'approche globale et participative que s'inscrit la Banque Sahélo-saharienne pour le Commerce et l'Industrie au Togo (BSIC-Togo). Loin de se mettre en marge de cette lutte « héroïque » que mène le gouvernement togolais, surtout au regard de l'engagement social qui est la sienne dans la réalisation de ses activités, cette banque a offert le vendredi 3 octobre 2014 au ministère de la Santé, un don de matériel et de produits

phytosanitaires.

Il s'agit de 20 Appareils à pulvérisation en PVC 12 Litres, 50 Bottes de protection antistatique, 2000 Gants d'examen poudre medium, 2000 Cache-nez B/50 chirurgical 3 plis, 576 Solutions Hydro Alcoolique H.H 60 ml, 120 Solutions Hydro Alcoolique H.H 273 ml, 48 Savons lave-mains et 288 Eau de Javel.

Cette action hautement humanitaire et salutaire de cette banque vient ainsi renforcer

le dispositif technique sanitaire national dans la lutte contre le choléra et le virus Ebola. « Face au défi de l'épidémie hémorragique à virus Ebola, il urge donc de prendre des mesures rigoureuses et immédiates afin d'éradiquer cette nouvelle et effroyable épidémie qui sème la mort et la désolation », a laissé entendre le Directeur général Adjoint de BSIC, Messan Affambi.

Il s'agit également, a-t-il poursuivi, de veiller au grain quant aux ravages du choléra qui engendre la mort en l'absence d'un traitement rapide. D'où ce don de produits et matériels phytosanitaires au ministère de la Santé. Car, conclut Messan Affambi, « Cette lutte devient aujourd'hui, une question de sécurité collective qui appelle à une approche globale et coordonnée ».

Tout en exprimant sa pleine satisfaction au caractère salutaire du geste de BSIC, le Secrétaire général du ministère de la Santé, Prof Gado Napo-Koura s'est, au nom de son ministère et par ricochet du gouvernement, engagé à en faire bon usage.

Après la souscription du Togo au capital social de la BSIC en 2004, sa filiale BSIC-Togo a démarré sur place ses activités en 2006. Et à moins de dix années d'existence, le bilan est plus que satisfaisant avec des chiffres qui forcent estime et admiration.

Magloire TEKO

Journée internationale du travail décent : Le SYNJIT fait l'état des lieux de la situation du journaliste de la presse privée

Le monde entier a célébré mardi 7 octobre, la journée internationale du travail décent. Une occasion pour le Syndicat national des journalistes indépendant du Togo (Synjit) de faire l'état des lieux de la situation dans la corporation, surtout la précarité remarquée au niveau des journalistes du privé.

Après avoir félicité les « membres actifs et non » du syndicat qui, malgré les conditions précaires dans lesquelles ils travaillent, informent et éduquent les populations, le Secrétaire général par intérim, Alphonse Logo a levé le voile sur la misère dans laquelle ils vivent. « Les journalistes employés dans le privé au Togo font face à une insécurité dans leur emploi et l'on observe les plus hauts niveaux d'inégalité, de mémoire d'homme ; jusqu'à présent, le salaire moyen d'un journaliste employé dans le privé est encore en deçà de 50.000 FCFA (soit 100\$) par mois ; ils se nourrissent mal, ils s'habillent mal et sans aucune sécurité sociale », a-t-il déclaré. Aussi, a-t-il ajouté : « Nombre d'entre les journalistes employés travaillent presque sans salaire, abandonnés à eux-mêmes sous des prétextes inacceptables de «

Stagiaires », en violation des dispositions du droit du travail et de toutes les Conventions internationales organisant le travail dans les entreprises ».

Dans ces conditions, poursuit le Secrétaire général du Synjit, on ne peut pas exiger des hommes et femmes qui animent la vie de la presse privée au Togo du bon travail et du professionnalisme, puisqu'ils se voient obligés de contourner ces valeurs pour « arrondir leur fin du mois ». Le Syndicat dit perdre espoir avec la « lenteur inacceptable » dans les procédures devant permettre la mise en œuvre des recommandations issues des états généraux de la presse togolaise. Il a été recommandé à ces états généraux que les patrons acceptent de respecter les dispositions de la Convention collective interprofessionnelle en vigueur au Togo depuis Janvier 2012, en attendant la signature au plus tard fin 2014 d'une Convention collective sectorielle de la presse privée du Togo.

« Le SYNJIT demande au CONAPP, à l'URATEL, au CTEP et à ATOPPEL, de faire acte de bonne foi, de prendre toutes les dispositions pour rendre effectif le respect

de la Convention Collective Interprofessionnelle dans les organes privés », a souligné Alphonse Logo. Il appelle les patrons de presse à la revalorisation des salaires de leurs employés. Il n'a pas manqué de manifester le soutien du syndicat aux confrères du groupe Sud Média (LCF et City FM), actuellement en grève pour non paiement de salaire. « Le SYNJIT est pour le professionnalisme dans le métier de journaliste au Togo et la Justice pour les travailleurs », a-t-il affirmé.

Le Synjit a enfin appelé le ministre de la Communication, des Arts, de la Culture et de la Formation civique, afin d'accélérer le processus de suivi des travaux des états généraux de la presse. « Le SYNJIT lance un appel pressant à la Ministre de la Communication, de la Culture, des Arts et de la Formation civique pour accélérer la mise en place des structures chargées de la mise en œuvre des recommandations des états généraux ainsi que la mise en œuvre même de ces recommandations, au même rythme que celle qui a conduit à l'organisation des états généraux de la presse togolaise », a indiqué le SG du Synjit.

Isidore

Journée Internationale pour la Non-violence Le Mouvement T.J.P loue le professionnalisme de l'armée togolaise

Le 02 octobre de chaque année est consacré à la célébration de la journée mondiale de la non-violence. Comme pour toujours depuis sa création en février 2012, cette journée a été l'occasion toute trouvée pour le mouvement Ton de la Jeunesse Patriotique (T.P.J) de dévoiler son message circonstanciel. Cette année, le thème retenu est « Disons non aux violences politiques et affichons notre patriotisme, citoyenneté et notre civisme ! Partant de 2014, donnons la preuve de notre actif et positif patriotisme ! ».

En clair, le T.J.P a, au cours de cette rencontre d'échange et de partage des idéaux de la non-violence, appelé tous les Togolais à un véritable esprit citoyen. Puis, à la culture de la paix, la tolérance et surtout au patriotisme actif et positif.

En outre, dans une lettre ouverte adressée aux Forces Armées Togolaises (FAT), le T.J.P salue la discipline et le savoir-faire dont fait preuve l'armée togolaise. Mieux, son professionnalisme lui permettant de faire aujourd'hui honneur à toute la nation togolaise. Surtout dans les opérations de maintien de la paix dans d'autres pays enclins aux conflits armés.

Par ailleurs, ce mouvement souhaite que ces satisfécits rejaillissent tout de même sur le pays tout entier pour que la population puisse en être fière. Egalement, le T.J.P suggère qu'un accent particulier soit mis sur la réconciliation « Armée-Nation ». Ceci, à travers des actions concertées avec la société civile afin que cessent dans notre pays, les fréquents affrontements enregistrés entre les forces de sécurité et les jeunes militants de



Nukunu Yao Eklo

certains partis politiques.

A en croire le Président dudit mouvement, Nukunu Yao Eklo, « toutes ces mesures constituent des préalables à la refondation qui reste d'ordre technique de façon à assurer une meilleure défense de notre territoire ainsi que la protection des populations ».

En marge de cette rencontre, le T.J.P a remis des distinctions honorifiques à certaines organisations de la société civile qui s'illustrèrent positivement dans la lutte contre la prolifération des armes légères au Togo.

Magloire TEKO

Promotion d'une Alimentation pure et saine au Togo OADEL aux couleurs de la 9^{ème} Campagne AlimenTerre

L'Organisation pour l'Alimentation et le Développement Local (OADEL), avec l'appui de ses partenaires, organise du 15 octobre au 30 Novembre 2014, la neuvième campagne AlimenTerre. C'est ce qui ressort d'une conférence de presse tenue ce mardi 7 octobre à Lomé autour des mets typiquement traditionnels et gastronomiques.

Objectif, interpeller l'opinion publique ainsi que tous les acteurs de la filière agroalimentaire sur la nécessité de promouvoir une économie locale basée sur l'agriculture, un secteur qui contribue à 40% de la richesse nationale.

Selon les organisateurs, ce festival sera réparti en deux phases. Le festival de films AlimenTerre d'une part et le Marché AlimenTerre de l'autre.

En Tout, 18 projections-débats seront organisées dont quatre (4) à Lomé (7 au 15 novembre) et les quatorze (14)

autres dans quatorze (14) différents villages répartis dans sept (7) préfectures de la région Maritime (15 au 30 octobre). Ceci, autour des producteurs réunis au sein de l'Union Régionale des Organisations de Producteurs Céréales de la Région Maritime (UROPC-M).

Suivra du 5 au 9 novembre à la Boutique BOBAR de Lomé, une exposition vente et de dégustation de produits locaux made in Togo. A en croire Emmanuel Komla Koumako, Président du Conseil d'Administration de l'OADEL, l'objectif visé par cette campagne est d'« encourager les consommateurs togolais à une citoyenneté alimentaire qui privilégie l'économie locale ainsi qu'un mode de vie équilibré et durable ». Au cours de cette exposition – vente, sera dégustée une soixantaine de mets locaux ainsi que des centaines de produits du terroir à consommer.

Magloire TEKO

Perte des valeurs citoyennes

Conséquence d'une démocratie mal comprise

La responsabilité coupable des partis politiques

Courant 1990, le discours de Baule résonnait encore dans les oreilles. Partout ailleurs sur le continent, le vent de l'Est soufflait, l'ère de la démocratie prenait peu à peu corps dans nombre de pays. L'on assista à une horde de revendications et

cratie, gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple, désormais plus rien ne devrait plus se faire sans le peuple souverain. Les partis politiques firent ainsi leur apparition sur la scène politique, la libéralisation du pouvoir fut en ligne de mire.



« Avec la démocratie, tout le monde est libre de faire ce qu'il veut ». Et comme le ton venait d'être donné, les manifestations de rue se suivent et se ressemblent : destruction des biens et édifices publics, désobéissance à l'autorité, chasse aux sorcières etc.

Le peuple togolais ne trouvait plus la nécessité de se soumettre à l'ordre public, ni entretenir les valeurs citoyennes. Plus aucun respect pour l'emblème national que chacun utilisait à sa convenance. Les pratiques à savoir les travaux communautaires ont disparu du quotidien des Togolais. Dans ce désordre, aucun parti politique, que ce soit de l'opposition ou du pouvoir n'est parvenu à se hisser au-dessus du lot pour recadrer le peuple. La capitale togolaise va ainsi perdre son lustre d'antan et c'est avec fierté que certains fils du terroir pouvait quali-

fier Lomé de poubelle sans pour autant faire leur part de citoyen dans un pays privé de plus d'une

d'une opposition adepte du "copier coller" n'en finit de faire tâche d'huile. La dernière aura été la création du Collectif « *Sauvons le Togo* », un peu à l'image du Sénégal et surtout en référence au printemps arabe pour faire partir un régime alors que les réalités dans les deux cas étaient tout autre.

Sous le soleil ambiant de Dékon, les manifestants sous l'effet de l'alcool pouvaient s'adonner à tout actes inciviques allant jusqu'à mettre le feu sur le goudron nouvellement construit, pour faire leur repas. Ces genres d'actes et comportements indécents

Le peuple togolais ne trouvait plus la nécessité de se soumettre à l'ordre public, ni entretenir les valeurs citoyennes

de manifestations violentes dans les différents pays atteints par le virus "démocratie".

Le Togo n'est pas resté en marge de cette nouvelle

Très tôt, au Togo plutôt que de prendre son temps à apprendre au peuple les exigences de cette nouvelle vision, le microcosme politique togolais se rue à une



façon de gouverner que les occidentaux tentèrent d'imposer aux gouvernements africains. Démocratie

bataille écharnée pour le pouvoir, laissant pour seul indicatif au peuple souverain cette phrase :

...cette démocratie mal comprise est lourde de conséquence et devient un lourd fardeau à porter par toute une nation.

décennie d'aides extérieures.

Aujourd'hui, cette démocratie mal comprise est lourde de conséquence et devient un lourd fardeau à porter par toute une nation. Plutôt que de prendre conscience d'une situation qui a fait du pays le "der des der" dans la sous région, il semble que les politiques n'ont pu tirer les leçons du passé et que l'intérêt supérieur de la nation est bafoué sur l'autel des considérations partisans. Le manque de stratégie

contraire à la morale et au civisme devraient en principe être prohibés par les différents partis politiques qui se partagent l'espace Togo.

Malheureusement que depuis l'avènement de la démocratie, il reste toujours difficile au peuple de connaître ses droits et devoirs pendant que les partis politiques continuent de voir le jour.

Isaac Tonyi

Prime de la rentrée :

Les enseignants désormais dans leurs droits

Ils ont donné au gouvernement un ultimatum qui a pris fin hier 7 octobre. La Fédération des syndicats des enseignants (Fesen) a de nouveau, à

mier ministre, chef du gouvernement. Ce qui a permis aux parties prenantes d'arriver à un compromis. « *Nous avons demandé à nos partenaires de faire preuve*

Nous demandons aux camarades de se rendre aux points indiqués le moment venu pour rentrer en possession de leur prime.

l'expiration de cet ultimatum, déposé un préavis de grève sur la table du gouvernement.

Mais il semble que ce préavis ne prendra pas effet immédiat, puisque quelques heures après, le syndicat a eu une séance de travail avec le Pre-

d'un peu de patience. Les primes seront versées incessamment. C'est une question de jours», a déclaré Florent Maganawé, ministre des Enseignements primaire et secondaire, à la fin de la séance.

Du côté des syndi-



Florent Maganawé, ministre des enseignements primaire et secondaire
cats, le ton a été également conciliant puisque, les représentants du Fesen se disent rassurés par les propos du Premier Ministre. « *Nous osons faire confiance au gouvernement. Nous deman-*

le gouvernement tienne sa parole », a indiqué un des responsables de la Fesen. « *On ose croire que cette fois-ci les enseignants ne seront pas baisés. Nous avons encore en mémoire ce passé récent où un dialogue de sourd s'est installé entre les parties* », a fait remarquer un observateur.

On doit dire que cette fois-ci, le gouvernement a fait preuve de cette bonne foi, puisque les enseignants ont commencé par toucher leur prime depuis hier. Et c'est donc une semaine après la rentrée scolaire.

Isidore

CPI/ Comparution du Président Kenyan à la Haye Au-delà de l'inculpation, des actes plaident en faveur de Uhuru Kenyatta

Après moult reports, le Président kényan a finalement comparu, hier mercredi 8 octobre 2014 à la Haye, devant les juges de la Cour Pénale Internationale (CPI). Et pour cause, Uhuru Kenyatta est accusé par cette juridiction internationale d'avoir commis des « crimes contre l'humanité ». Ceci, pour sa responsabilité présumée dans les violences postélectorales qui ont émaillé la victoire contestée de Moi Kibaki courant fin 2007 et début 2008, lesquelles ont débouché sur un bilan macabre d'entre 1000 et 600.000 morts. Mais seulement, au-delà de son inculpation, existe un concours de circonstances favorables à celui qui, jusqu'hier, était toujours sur le banc des accusés.

Le fait est assez rare pour ne pas être souligné. Pour une première fois dans l'histoire, un Chef d'Etat en pleine exercice a comparu devant les juges de la Cour Pénale Internationale (CPI). Et le hasard a voulu qu'il soit Africain. Acharnement ou expression du droit ? Les avis restent toujours partagés. Ce mardi, Uhuru Kenyatta, puisque c'est de lui qu'il s'agit, s'y est rendu à titre personnel, malgré toute la largesse que lui confèrent les statuts de son pays.

Rien d'anormal. Pourrait-on dire puisqu'une République

ne saurait porter la responsabilité d'un crime, aussi ignoble qu'il soit, commis par un de ses citoyens. Et de ce fait, le mis en cause doit subir la foudre de la loi. Mais dans ce cas précis, tout porte à croire que pour une fois, des faits et gestes, autant du côté de l'accusé que celui de la CPI, bougeraient la balance du côté de l'accusé.

D'abord, aussi curieux que cela ne puisse paraître, malgré toute la faveur juridique dont il jouit au titre d'un Chef d'Etat en pleine exercice, Uhuru Kenyatta a accepté comparaître devant les juges de la



Uhuru Kenyatta

CPI. Pour ce faire, ce dernier n'a pas hésité à déléguer l'ensemble de son pouvoir constitutionnel à son Vice-Président William Ruto qui assurera, de fait, l'intérim durant tout le temps nécessaire que durera ce procès. Premier acte symbolique de l'homme. Lequel mérite d'être souligné, surtout en Afrique où les Chef d'Etat africains ne cèdent guère la moindre parcelle de leur pouvoir, même à un pas du tombeau.

Deuxième acte qui suscite estime et admiration à plus d'un, le Président Kenyan dépouillé temporairement de son titre de Chef d'Etat, s'est rendu à la Haye avec sa femme et un de ses enfants à bord d'un vol commercial, Kenyan Airlines. Un chef d'Etat à bord d'un vol commercial avec d'autres passagers, cela ne se produit pas tous les jours. Surtout s'agissant d'un continent comme l'Afrique.

Troisième acte louable et salutaire, Uhuru Kenyatta, malgré l'opposition affichée de l'Union Africaine (U.A) face à cette démarche qui taxait d'ailleurs la CPI de raciste, a semblé défier ses pairs en acceptant se rendre à la Haye. Décision que ce dernier a réitérée devant les parlementaires des deux chambres réunies. « J'assisterai à titre personnel à l'audience. Ceci, pour protéger et sauvegarder la souveraineté du Kenya », a-t-il déclaré en substance. Une décision ardue qui témoigne de tout l'engagement de l'homme à faire triompher la vérité. Surtout si tant est qu'il ne se reproche rien.

Quatrième fait et le plus surprenant, c'est que plus de cinq ans après les faits, la CPI ne dispose toujours pas à ce jour, des éléments de preuves sur la culpabilité de l'accusé. Pire, le Procureur général, Fatou Bensouda ne cache pas son envie de voir ce procès reporté, puisque ne disposant pas assez d'éléments de preuves sur le dossier. Alors comment cette institution s'est-elle prise pour inculper le mis en cause ? Aussi curieuse, toute la question est là.

Voilà donc des éléments qui donnent, à ce jour, du crédit à ceux qui accusent la CPI de mener une justice à double vitesse. Notamment, un acharnement perpétuel contre les Chef d'Etats africains. Sinon, des dictateurs, on en trouve un peu partout dans le monde. Malheureusement, pas une seule fois, cette juridiction internationale n'a daigné pointer le moindre doigt accusateur. Mais prête à agir lorsqu'il s'agit de l'Afrique.

Cependant, loin de vouloir se substituer à la justice, l'on pourra estimer aujourd'hui, surtout au regard des éléments en présence, que plus les jours passent, plus la CPI se décrédibilise aussi bien auprès de nombre d'observateurs qu'une grande partie de la couche sociale. Tout compte fait, coupable ou pas, l'on le saura incessamment, peu importe la durée que prendra ce procès. Mais en entendant, il y a raison que croire que bien d'actes pourraient plaider en faveur de Uhuru Kenyatta dans ce procès.

Magloire TEKO

Premier tour de la Présidentielle au Brésil Dilma Roussef renverse les pronostics, Marina Silva en chute libre

Les résultats du premier tour de la présidentielle au Brésil sont connus depuis le dimanche 5 octobre dernier. Constat, le déluge tant annoncé pour la Présidente sortante, Dilma Roussef par les différents sondages, n'a pas eu lieu. Au contraire, par un retournement spectaculaire, la Présidente sortante est parvenue à renverser la tendance jusque-là en faveur de la candidate écologiste Marina Silva. Mais la véritable surprise est venue d'un candidat dont personne ne vendait chère la peau. Jusque-là très loin dans les intentions de vote, le candidat Aécio Neves a réussi à se qualifier pour le second tour.



Dilma Roussef

Selon ces résultats, les 142 millions d'électeurs brésiliens ont accordé à 41,48%, leur vote à la candidate du Parti des Travailleurs (PT) et Présidente sortante, Dilma Roussef. Ce, malgré les conditions sociopolitiques actuelles particulièrement tendues marquées notamment dans le pays par un scandale de corruption qui vise des parlementaires de sa coalition au pouvoir.

Pourtant favorite, le premier tour de ce scrutin a curieusement crédité la candidate écologiste, Marina Silva, candidate propulsée dans les campagnes après la mort accidentelle par avion en août dernier du candidat Edouardo Campos, de près de 21,29%. Score

révélé au finish minuscule voire insuffisant pouvant garantir le deuxième tour à cette candidate qui avait promis, une fois élue, une politique mi-gauche, mi-droite.

Mais contrairement à toutes les estimations qui avaient cours dans les sondages, la surprise a véritablement jailli dans le camp du Parti Socialiste-démocrate Brésilien (PSDB). Au cours de ce scrutin, ce parti a vu son candidat, Aécio Neves, crédité de 33,68%. Un score largement positif pour cette formation politique qui, à ce jour, n'a jamais atteint la barre des 30%.

Loin d'afficher son satisfecit, la Présidente sortante et première de ce scrutin, mise plutôt sur

la sérénité. « La lutte continue et sera victorieuse », a sobrement et modestement déclaré Dilma Roussef. « C'est l'heure d'unir nos forces. Ma candidature n'est pas celle d'un parti politique, mais d'un ensemble d'alliances au service de tous les Brésiliens qui ont la capacité de s'indigner », lança pour sa part, le plus heureux candidat du premier tour, Aécio Neves.

Pourtant, la situation sociopolitique n'était pas aussi favorable à la candidate auréolée de la première place lors de ce premier tour, Dilma Roussef. Dans une situation précaire due à la crise économique mondiale, la vie au Brésil est quotidiennement marquée par une dégradation des comptes publics, un fort et historique taux de chômage ainsi que la fronde sociale de juin 2013.

Mais pour rentabiliser ce qui s'apparente aujourd'hui à un bénéfice de doute, le successeur du regretté Lula Da Silva devra se surpasser pour trouver une alternative idoine aux multiples problèmes sus-énumérés. Et le deuxième tour passera certainement avant tout par les gages d'une amélioration radicale de l'éducation, du système éducatif ainsi du transport public.

Avant d'en arriver là, Dilma Roussef aura néanmoins eu tous les mérites d'avoir déjoué les pronostiques pendant que la véritable favorite, Marina Silva s'embarquait dans une chute libre.

Magloire TEKO

Assemblée générale électorale à la CCIT

Germain MEBA, nouveau Président

Reportée une fois pour cause du scandale à Ecobank-Togo dans lequel le nom de son Président Jonathan Fawo est cité, l'Assemblée générale électorale de la Chambre du Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT), s'est tenue hier avec l'élection de Germain Méba, Vice-président du Bureau sortant. Les soixante et dix (70) membres de la chambre Consulaire, à l'issue du scrutin, ont fait confiance au Directeur Général du CIB INTA, une entreprise de distribution de matériels informatique et d'information.

Par cette Assemblée générale électorale, la page Fiawoo vient d'être tournée suite à la décision de ce dernier de ne plus rempiler après trois mandats consécutifs. L'actuel Président d'ASKO de Kara prend les rennes de la CCIT et dirige un bureau composé comme



Germain Meba

suit :
Premier Vice-Président : Kodjovi Agopome, 2^{ème} Vice-Président : Ahiale Mawuli, Trésorier : Ignace Clomegah, Conseiller Commerce : Tchotchto d'Almeida, Conseiller Industrie : Lambert Dometo Nayante, Conseiller Service : Kwassi Symenouh.

Isaac Tonyi

Le football togolais malade de ses acteurs

Les présidents de clubs, l'autre souffre-douleur

Comment la FTF pourrait-elle se doter de véritables chefs d'orchestre, si sur chaque espace sportif du pays émergent de petits "Mussolini" qui s'arrogent le droit de gérer à leur guise les équipes au nom d'un certain mécénat ? La question vaut tout son pesant d'or et interpelle plus d'un à la veille du renouvellement de l'instance suprême du Football togolais.

zon des différents mécènes qui portent le dur fardeau du réchauffement du landerneau footballistique togolais. Dépouillée de toute ressource conséquente, la plupart des clubs de D1 et D2 ne vivent que sur le dos des bonnes volontés passionnées du Foot, qui injectent de leur chef de l'argent pour la survie de ces clubs. Il est certes mauvais pour ce sport de voir son avenir se jouer

l'administration. Cette situation a totalement dénaturé la pratique du football au Togo en mettant en scène les présidents de club.

Les équipes sont ainsi délaissées au profit du culte de la personnalité pour monter la côte au président bienfaiteur, qui n'a de compte à rendre à personne dans la gestion de son club. Du haut de son commandement, il est le tout puissant, l'homme à tout faire qui selon ses humeurs, peut démettre tel entraîneur ou renvoyer tel autre joueur.

L'autre paire de manche, est cette guéguerre qui oppose ces différents présidents par médias interposés. Que ce soit dans le championnat d'élite tout comme en D2, les situations sont les mêmes, et pire, de par certains comportements qui laissent à désirer. A titre d'exemple, il est devenu une habitude pour un président de club de D2 à quelques minutes du coup d'envoi d'un match de se déplacer pour faire les formalités avec le capitaine de son équipe et pour ensuite finir son chemin de croix sur la pelouse où notre mécène l'asperge d'eau mystique avant d'aller termi-

ner son spectacle déshonorant dans les tribunes.

Un autre, connu pour avoir été un grand joueur en son temps, se charge de prendre place sur les bancs de touche et d'opérer les remplacements qui y ont cours en lieu et place du technicien recruté. Le jour où ce dernier se décide à se mettre en marge du banc de touche, c'est par téléphone portable collé à l'oreille qu'il suit de près les prestations de ses protégés qui subissent sa fougue. Pas plus tard que la semaine passée, un autre, non des moindres, se transforme en pugiliste au siège de l'ins-

développement du football. Dans la plupart des cas, c'est des personnalités sans aucune notions de gestion qui sont portées à la tête des clubs sans aucune assurance de voir le club continuer sa marche le jour où le bienfaiteur tire sa révérence ou abandonne sa passion. Les cas de Kakadl de Défalé ou encore de l'Union Sportive de Masséda sont plus qu'illustrateurs.

Le dépistage du football togolais révèle la présence d'un virus dangereux qui se révèle être une carence notoire entretenues par les présidents de club dans la gestion. Avant d'appliquer tout remède, il y a

Les équipes sont ainsi délaissées au profit du culte de la personnalité pour monter la côte au président bienfaiteur, qui n'a de compte à rendre à personne dans la gestion de son club.

Le sport roi togolais est à l'image des acteurs qui l'animent. C'est malheureusement la triste réalité qui se dégage lorsqu'on se décide sans passion à scruter l'hor-

entre les mains légères de ces bienfaiteurs, mais en même temps, le football togolais ne peut s'affranchir en l'état actuel du poids financier de ces hommes d'affaires et cadres de

C'est malheureusement la triste réalité du monde de ces personnalités respectables, ces mécènes qui après un court passage à la tête de leur club lorgne les locaux de la FTF et en font une obsession.

FTF/ Wattara Amadou candidat à la succession de Gabriel Améyi

« C'est l'occasion pour nous d'amorcer une révolution dans la vie de notre Football »

Depuis l'annonce du congrès électif à la FTF, les candidats ne cessent de se signaler. Que ce soit dans les coulisses ou à visage découvert, les prétendants s'affichent tous sérieux. Le dernier



Wattara Amadou

en date, est le président de Sara Sport Fc Wattara Amadou qui a officialisé son intention à travers un point de presse tenu vendredi dernier à Lomé.

Les principales motivations du président de Sara résultent de la situation délétère que traverse le football togolais depuis 2006. Une situation, selon ce dernier, marquée par l'irrégularité des compétitions, le clientélisme dans la sélection, l'approximation et l'opacité dans la gestion, la malversation financière. « *Tout est clair, le football togolais est pris en otage* », a laissé entendre le nouveau candidat. Le constat poignant de la permanente crise qui ne finit jamais, a fait réfléchir cet ancien joueur décidé à bri-

ser l'ordre ancien pour apporter sa pierre à la refondation du Football togolais. « *C'est l'occasion pour nous d'amorcer une révolution dans la vie de notre Football* », a exprimé Wattara Amadou avant de déclarer ouvertement ses intentions : « *Nous nous déclarons candidat et porteur d'une liste dénommée "Transparence"* ». Le nouveau prétendant entend avec la liste "Transparence" prendre les destinées du Football togolais et relever les grands défis en faisant parler son génie. « *Il y a des raisons de croire en nous, et d'espérer avec notre liste des lendemains meilleurs pour notre Football* », a-t-il conclu.

Pour rappel, Wattara Amadou, est le 4^{ème} postulant au poste de président de la FTF après les candidatures des anciens membres du bureau sortant Adjodo Kossi, Tino Adjété et aussi celle du président de l'Entente II de Lomé, Mathieu Mablé. Notons qu'en lieu et place du congrès électif prévu le 04 novembre prochain, se tiendra un congrès extraordinaire qui permettra de désigner une commission électorale Indépendante chargée de coordonner le processus.

Del-Jo

tance suprême du Football togolais où il roue de coups son ancien joueur à qui il reproche d'avoir violé les clauses d'un contrat. C'est malheureusement la triste réalité du monde de ces personnalités respectables, ces mécènes qui après un court passage à la tête de leur club lorgne les locaux de la FTF et en font une obsession.

Le mécénat dans le football togolais, on ne peut s'en passer, c'est devenu un mal nécessaire qui porte un sérieux coup au

nécessité de soigner les différents acteurs en leur insufflant une dose de savoir managériale. Au cas échéant, Anges de Notsè, Agaza, Maranatha, Asfosa ou encore Gbohloe-Su, continueront de végéter au bas étage pendant que dans la sous-région, Ashanti Kotoko, Enyimba, Asfa Yenenga pour ne citer que ceux-là, continueront de faire rêver et porter haut le flambeau du football de leur pays.

Del-Jo

FLAMBEAU
des Démocrates

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC
Siège social : Bd du 13 Janvier,
Nyékonakpoè 06 BP. 60364 Lomé
Tél. (+228) 26 70 04 96
e-mail : Loiclate@gmail.com
Maison de la Presse Casier N°72

Directeur Général
chargé de la Publication
Loïc LAWSON
(90 34 63 25)

Directeur de la Rédaction
AGBESSI T. Isaac. (90 20 36 51)

Rédaction
Edgar K. DJISSENOU
K. Isidore
Magloire TEKO

Stagiaires
KOMBATE LARE Yendoutampo
LAWSON Boévi Mawuéna Joseph

PAO
Geodecom (22 48 00 32 / 92 63 85 58)

Imprimerie : St Laurent
Tirage : 3000 exemplaires

**Eliminatoires Can 2015/
Match Ouganda -Togo
Les Eperviers entre
survivre ou disparaître**

Après l'élimination des jeunes Eperviers sur les tableaux U20 et U17, la sélection A a le feu aux fesses. Sous la hantise d'une élimination, c'est tout un peuple qui retient son souffle en attendant le match de la résurrection samedi prochain à Kampala.

Dans une mauvaise posture dans ce groupe, le Togo s'est compliqué la tâche après deux sorties ratées contre la Guinée (1-2) et le Ghana (2-3). Après deux apparitions, Tchanilé Tchakala et son groupe ne disposent d'aucun point au compteur alors que c'est la lutte pour la suprématie dans le groupe.

L'Ouganda totalise 4 pts tout comme le Ghana, pendant que la Guinée dispose de trois unités. Ainsi fait, le point dans ce groupe dans lequel les Eperviers jouent leur dernière carte face à l'Ouganda. Seule une victoire à Kampala pourrait ramener les Eperviers dans le sens de la marche vers Maroc 2015. Au cas échéant, il faudra entretenir l'espoir par des calculs qui ne sont pas toujours exacts. Le Togo en Aller et retour face à l'Ouganda a le devoir d'aller à l'essentiel et nous osons croire que pour ces deux confrontations, Tchanilé Tchakala peut parier sur ses 23 guerriers.

Del-Jo